



Le Gouvernement du Burundi entend substituer le charbon de bois par les briquettes carbonisées pour protéger l'environnement



Le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye a effectué une visite ce lundi 21 août à l'Office National de la Tourbe(ONATOURL) en vue de s'enquérir de l'état d'avancement du projet de production des briquettes carbonisées fabriquées à base de la tourbe.

Ce projet initié par le gouvernement du Burundi a en effet pour objectif de protéger l'environnement en substituant le charbon de bois par des briquettes carbonisées.

« Dix mille tonnes de briquettes permettent de préserver 80 hectares de forêts », a révélé Mr Isidore Mbayahaga, Directeur Général de l'ONATOURL, avant d'ajouter que l'usine de fabrication des briquettes carbonisées dont l'inauguration est prévue au mois de septembre aura la capacité de pro-

duction de 140 tonnes de briquettes par jour.

Créé en 1977, l'Office National de la Tourbe a déjà exploité 4 pour-cent seulement de ses gisements situés à Gisozi (Mwaro), Marangara(Ngozi), Kidimbagu(Bururi) et

Gitanga(Gitega), a poursuivi le Directeur Général qui a par ailleurs fait savoir que cette entreprise devra désormais augmenter sa production pour satisfaire la demande.

« On a l'habitude de produire entre 15 et 20 mille tonnes de la tourbe par an, mais on sera amené à produire entre 45 et 50 mille tonnes par an », a confié Mr Mbayahaga laissant entendre que l'entreprise devra utiliser beaucoup de moyens pour produire une quantité importante étant donné que les briquettes carbonisées sont destinées principalement aux ménages burundais au moment où la tourbe était uniquement utilisée par les camps militaires.

(www.presidence.gov.bi)

Dans ce numéro:

page

Le Gouvernement du Burundi entend substituer le charbon de bois par les briquettes carbonisées pour protéger l'environnement

1

Le Juge Omar Othman Makungu prête serment devant le Président du Sommet de la Communauté Est Africaine

2

Le Premier Ministre reçoit en audience trois autorités de marque

4

Le Ministère en charge de l'agriculture supervise les travaux d'irrigation dans trois provinces

6

Passage de la caravane de l'Union Européenne en province de Ruyigi

7

Le Juge Omar Othman Makungu prête serment devant le Président du Sommet de la Communauté Est Africaine



« Je jure de rendre justice conformément au Traité portant Création de la Communauté Est Africaine et par la loi établie et conformément aux coutumes de la Communauté Est Africaine sans crainte ni faveur, affection ou mauvaise volonté », a dit le Juge de nationalité Tanzanienne.

Nommé lors du 21ème Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat de l'EAC, il a par ailleurs juré d'être fidèle et de porter une véritable allégeance à cette communauté, de préserver, protéger et défendre le traité portant création de la Communauté Est Africaine conformément à la loi établie.

Le Chef de l'Etat Burundais et Président en Exercice de la Communauté Est Africaine, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a présidé, ce mardi 22 août au Palais Ntare Rushatsi, les cérémonies de prestation de serment de l'Hon. Omar Othman Makungu, Juge à la Chambre d'Appel de la Cour de Justice de la Communauté Est Africaine (EAC).

Créée en 2001, la Cour de Justice de la Communauté Est Africaine est composée d'une division de première instance et d'une Chambre d'appel faite de 5 membres qui sont nommés par le Sommet de la Communauté Est Africaine.

(www.presidence.gov.bi)

L'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord-cadre sur la coopération dans le bassin du fleuve Nil

Depuis que le Burundi est indépendant, il s'est fixé un impératif d'une intégration régionale centrée sur une vision politique, économique, sociale et culturelle. C'est dans cette optique que le Burundi appartient à plusieurs ensembles régionaux et sous régionaux dont l'Initiative du Bassin du Nil (IBN). C'est dans ce cadre que les Honorables Députés, sous la présidence du Très Honorable Gelase Daniel NDABIRABE, Président de l'Assemblée nationale, se sont réunis le 23 août 2023 pour analyser le projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord-cadre sur la coopération dans le bassin du Nil qui, au terme de la séance, a été adopté par 109 Députés sur 110 siégeant. Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions était l'envoyé du Gouvernement pour exposer les motifs de ce projet de loi et fournir des éclaircissements y relatifs à la plénière.



L'Initiative du Bassin du Nil est une organisation sous régionale regroupant onze pays, en l'occurrence le Burundi, la République Démocratique du Congo, l'Egypte, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et le Soudan du Sud. Parmi ces pays, six ont signé l'accord-cadre. Il s'agit du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Rwanda et de l'Ethiopie. La base institutionnelle pour la coopération entre les pays partageant le bassin du Nil se fonde sur une vision partagée d'atteindre un développement socioéconomique durable grâce à l'utilisation équitable des eaux du fleuve Nil et ses bénéfices, des ressources communes de ce fleuve.

L'Initiative du Bassin du Nil bénéficie d'un soutien international permettant de réunir des financements pour mettre en œuvre des projets et planifier d'autres. Elle permet de faire avancer des projets de développement socioéconomique des pays partageant le bassin, tout en contribuant à réduire les conflits et l'insécurité pouvant découler de l'utilisation inéquitable de l'eau du fleuve Nil par les pays riverains.



L'accord-cadre sur la coopération dans le bassin du Nil présente des enjeux géopolitiques. En effet, nul n'ignore que l'eau du fleuve Nil est source d'une « guerre d'eau » opposant l'Ethiopie, le Soudan et l'Egypte. Le Nil, première ressource en eau d'Afrique, est convoité par tous les pays qu'il traverse. Il sied de rappeler que, depuis belle lurette, le projet d'un grand barrage en Ethiopie inquiète le Soudan et l'Egypte, en aval, qui ont peur de voir leur accès à l'eau du Nil réduit. Il est aussi utile de signaler que le partage des eaux du Nil date de 1929 où un traité sur l'utilisation exclusive des eaux du Nil a été signé entre l'Egypte et le Soudan. C'est un accord qui donnait à ces deux pays un droit de veto sur tous les projets hydrauliques pouvant affecter les eaux du Nil, excluant ainsi

tous les pays en amont du fleuve. En 1959, l'accord reconduit accordait largement une faveur à l'Egypte quant à l'exploitation des eaux du fleuve Nil. Ainsi donc, l'Egypte venait d'avoir une hégémonie sur les eaux du Nil.

Cette hégémonie a été remise en cause en 2010 par un traité signé entre six pays du bassin du fleuve Nil, en l'occurrence l'Ouganda, la Tanzanie, l'Ethiopie, le Rwanda, le Burundi et le Kenya. C'est un traité qui autorisait les pays en amont du fleuve à développer des projets d'irrigation et des barrages hydroélectriques sans avoir à obtenir l'approbation préalable de l'Egypte.



La mise en œuvre de l'accord-cadre dont le projet de loi de ratification était sous analyse des Honorables Députés demande que six pays déposent les instruments de ratification à l'Union Africaine. Or, quatre pays l'ont déjà ratifié, il reste le Burundi et le Kenya qui prochainement vont remplir les formalités pour l'entrée en vigueur des clauses de cet accord-cadre. (www.assemblee.bi)

Les jeunes exhortés à intégrer la notion du temps dans leurs activités



Sous le haut patronage du Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, Président du Sénat en même temps Représentant Légal de l'Eglise

Méthodiste Unie au Burundi, le Ministère Africain de Compassion (MAC) au Burundi a organisé, en Mairie de Bujumbura, lundi le 21 août 2023, un séminaire à l'intention des jeunes provenant de différentes Eglises, afin de les inciter à une bonne organisation économique, pour un avenir radieux.

Les travaux de ce séminaire étaient organisés sous le thème: "La force de la jeunesse dans le dévelop-

pement du pays".



Lors de ses enseignements, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a appelé la jeunesse à connaître le Burundi, car "on ne peut pas contribuer au développe-

ment d'un pays qu'on ne connaît pas," a-t-il dit. Il a expliqué que la jeunesse est le pilier du développement. Le Président de la Chambre Haute du Parlement l'a exhortée à essayer de créer de l'emploi, éviter la paresse, et à intégrer la notion du temps dans ses activités. "La réussite appartient aux jeunes déterminés," a-t-il martelé.

Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a incité les participants à ce séminaire à pousser plus loin dans leurs études pour avoir plus d'opportunités, et à bien

entretenir leurs corps pour une bonne santé. Il leur a demandé d'être caractérisés par la science, l'intelligence, la sagesse, l'intégrité, le zèle, le dévouement et l'excellence. La veille, lors d'un séminaire à l'intention des pasteurs, le Président du Sénat les a interpellés à être le sel et la lumière du monde. Il les a aussi appelés à prêcher par le exemple aux croyants, en s'attelant aux différents travaux pour se développer. (www.senat.bi)

Le Premier Ministre reçoit en audience trois autorités de marque



Le Premier Ministre de la République du Burundi Lieutenant Général de Police Gervais Ndirakobuca a reçu en audience le jeudi 24 août 2023, le Représentant Résident de la Banque mondiale au Burundi Madame Hawa C. Wagué. A la sortie de l'audience, Hawa Wagué a révélé à la presse que les discussions avec le Premier Ministre ont porté sur deux sujets.

Premièrement ils ont échangé sur le portefeuille de la Banque pour le Burundi, son état d'avancement, la mise en œuvre des projets et les mesures à prendre pour accélérer cette mise en œuvre pour avoir plus d'impacts positifs sur les populations.

Ce portefeuille atteint un milliards et 200 millions de dollars et porte sur plusieurs secteurs notamment le secteur de l'énergie. Ainsi les deux personnalités ont évoqué dans leur entretien, le projet hydroélectrique Jiji-Mulembwe, la construction du pont sur la rivière Rusizi etc.

En deuxième lieu le représentant résident de la Banque mondiale a félicité le Premier Ministre pour l'approbation

du programme du Fonds Monétaire international avec le Burundi. "Ceci va permettre à la Banque Mondiale de pouvoir engager des discussions sur les réformes et voir dans quelle mesure on va apporter un appui budgétaire au pays, et on a aussi discuté de ces réformes", a déclaré Hawa Wagué.

Avant, cet entretien, le Premier Ministre avait reçu en audience Monsieur Mathieu Ciowela, Représentant Résident du PNUD au Burundi. Ils ont échangé, d'abord sur le programme qui tend à sa fin parce qu'il a été élaboré pour la période 2019-2023.

Monsieur Mathieu CIOWELA a ensuite présenté au Premier Ministre Gervais Ndirakobuca le futur programme qui a été élaboré en consultation avec les services du Gouvernement sous le leadership du comité de pilotage mis en place par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement et qui sera examiné le mois prochain par le Conseil d'administration du PNUD à New York.

Dans la même matinée du 24 aout 23023 le Premier Mi-

nistre a reçu en audience l'Ambassadeur sortant de la République Unie de Tanzanie, Dr Jilly Elibariki Maleko qui venait présenter ses adieux après avoir passé trois ans huit mois au Burundi en tant qu'Ambassadeur Extraordinaire et Plenipotentiaire.

Ils ont passé en revue l'état de la coopération entre le Burundi et la Tanzanie, ainsi que la mise en œuvre des projets communs, entre autres le projet de construction d'un chemin de fer qui va relier la Tanzanie, le Burundi et la République Démocratique du Congo.(rtnb)

Les administrateurs communaux appelés à contribuer pour le développement de leur commune



Le Ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, M. Martin Niteretse, a tenu jeudi le 24 août 2023 à Bujumbura, une réunion avec tous les administrateurs communaux, en vue d'échanger sur les réalisations des plans communaux de développement communautaire (PCDC).

Selon le Ministre Niteretse, l'objectif global de cette réunion était de sensibiliser tous les administrateurs communaux pour qu'il y ait mobilisation à l'endroit de leurs administrés à plus de production pour la mise en œuvre de la vision Burundi émergent en 2040 et développé en 2060.

Il a indiqué que quand les communes sont en arrière dans le développement, le pays ne peut pas se développer. Et d'ajouter que le Gouvernement aide ceux qui sont au travail, tout en leur invitant à prioriser l'agriculture et l'élevage.

M. Niteretse a profité de l'occasion pour rappeler aux administrateurs communaux, que pour arriver au développement, il faut bien compléter et analyser les tableaux de bord du cadre de performance et de suivre minutieusement le calendrier d'élaboration du budget pour ne pas être bousculé à la dernière minute.

M. Niteretse a également demandé aux participants à la réunion, de digitaliser la collecte des données sur la partie opérationnelle. Pour le cadre de performance, il leur a interpellé de bien analyser les chiffres qui ont été remplis dans la partie du PCDC, avant que le ministère de tutelle transmette le rapport au ministère ayant les finances dans ses attributions. Il a en outre invité les administratifs participants dans cette réunion de ne pas soutenir les fraudeurs et les voleurs de la richesse du pays. (www.abpinfos.gov.com)

Le Ministère en charge de l'agriculture supervise les travaux d'irrigation dans trois provinces



Le Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage a organisé mardi le 22 août 2023, une descente dans les provinces de Kirundo, Karusi et Gitega. Au cours de cette descente, la délégation du ministère était constituée par les directeurs généraux des différents départements du Ministère dirigé par l'Assistant du Ministre Mr Emmanuel Ndorimana.

La visite sur terrain a débuté dans la province Kirundo où la délégation ministérielle a visité un champ de maïs sous irrigation à petite échelle dans le marais du Ruhohera ayant une superficie de 200 ha en commune Vumbi, province Kirundo

Après Kirundo, l'Assistant du Ministre en charge de l'agriculture et de l'élevage accompagné des directeurs généraux a effectué une visite en province Karusi. En commune Bugenyuzi, il a visité un éleveur modèle ayant environ 300 lapins et en commune de Gihogazi de la même province, l'Assistant a visité les champs de petit pois, d'oignons, de choux, de pommes de terre, de maïs sous irrigation sur la colline Gasivya.

La délégation conduite par l'Assistant du Ministre de l'agriculture et de l'élevage a visité les différents éle-

veurs des lapins sur la colline Zege de la commune et Province de Gitega.

Après les descentes sur terrain dans les provinces de Kirundo, Karusi et Gitega, l'Assistant du Ministre de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage Monsieur Emmanuel Ndorimana a précisé qu'ils ont constaté que les activités de la saison C concernant l'irrigation collinaire et dans les marais sont très satisfaisantes.

Concernant l'élevage des lapins, la délégation a constaté que les éleveurs ont construit des clapiers modernes et ont amené des lapins de bonnes races afin de les distribuer dans leurs localités.

L'Assistant du Ministre Mr Emmanuel Ndorimana a remercié et encouragé la population car, selon lui, elle a compris l'activité de l'élevage des lapins et cela dans l'objectif de répondre à l'appel du Président de la République du Burundi. (rtnb)

"Imbonerakure days": arrivée des premières délégations étrangères



Les premières délégations dont la délégation algérienne et zambienne sont arrivées mardi le 21 août 2023 à l'aéroport international Melchior Ndaye pour participer à la journée dédiée à la jeunesse Imbonerakure, une journée qui sera célébrée samedi le 26 août 2023 en province Makamba.

Ces délégations ont été accueillies par le Secrétaire national du parti CNDD-FDD chargé des questions

juridiques et politiques M. J Marie Muhirwa et le Président de la ligue nationale des jeunes Imbonerakure Mr Eric Nshimirimana. Le Secrétaire national du parti CNDD-FDD M. J Marie Muhirwa a fait savoir que cette délégation est venue sur invitation du parti CNDD-FDD adressée aux partis politiques au pouvoir dans différents pays d'Afrique et même d'autres partis politiques qui ne sont pas au pouvoir dans le but de partager les idées et expériences et contribuer activement dans la reconstruction de l'Afrique, a précisé Mr J Marie Muhirwa.

Le représentant de la délégation du parti au pouvoir en Algérie FLN, Salem IDDA a indiqué qu'il est très content de l'invitation, une bonne occasion pour faire des échanges d'idées et mener des propositions pour l'avenir de l'Afrique, précise le représentant du parti au pouvoir en Algérie. Signalons qu'une conférence d'échange d'expérience était prévue le 24 août 2023.

(rtnb)

Passage de la caravane de l'Union Européenne en province de Ruyigi



La province Ruyigi a accueilli, le mercredi 23 août, la caravane de l'Union Européenne en tourné dans six provinces du pays, visant à informer les populations sur les actions de l'Union Européenne au Burundi, et avec l'objectif de renforcer la cohabitation pacifique et la cohésion sociale dans la communauté. Ce passage s'est déroulé sur trois sites à savoir le camp des réfugiés de Nyankanda en commune Butezi, Mwegereza en commune Nyabitsinda et le chef-lieu de la province Ruyigi, à l'ancien stade communément appelée Stade Urumuri. Cette activité était rehaussée par le représentant l'Union Euro-

péenne Luca Rondi et du Chef de Cabinet du Gouverneur de Ruyigi, M. Valery Nkunzimana.

Dans son mot d'ouverture, et lors de l'interview accordé à la presse locale, le Chef de Cabinet du Gouverneur de Ruyigi, M. Valery Nkunzimana a précisé que la province de Ruyigi se réjouit des actions menées et des initiatives de développement réalisées en collaboration avec l'Union Européenne. Il a cité entre autres le domaine de l'énergie avec la prolifération et la vente à moins chère des équipements constituant les kits pour l'électricité solaire, dans le cadre du projet appelée umuco w'iterambere en langue nationale, pouvant être traduit comme étant « la source d'énergie pour le développement », et qui fonctionne depuis le début de l'an 2020 jusqu'à l'heure actuelle, la protection de l'environnement avec la fabrication des foyers appelés ziganyigiti "épargner les arbres". Ce Chef de Cabinet affirme que l'Union Européenne contribue positivement au développement mais déplore que certaines communes ne bénéficient pas de cette avancée dans le développement.

Il appelle ainsi l'Union Européenne à étendre ses activités surtout vers les contrées qui n'ont pas encore de l'énergie hydroélectrique. Il a surtout souligné que le

volet de renforcement de la cohésion sociale se manifeste particulièrement dans les projets initiés au sein des camps de réfugiés ou les communautés locales, burundaises, proches de ces camps bénéficient également des acquis et que le socle social entre ces communautés se voit bien tissé.

Le représentant de l'Union Européenne M. Luca Rondi a, quant à lui remercié le gouvernement burundais et les autorités de la province en particulier de cette reconnaissance des réalisations opérée par l'Union Européenne. Il a fait savoir que l'objectif ultime de l'Union Européenne est de soutenir les populations dans des projets de développement durable, et développer la résilience de la population, axé sur trois volets à savoir ; la santé, l'énergie, et les bonnes conditions de vie. Il a ainsi demandé à la population de Ruyigi de développer la culture de la résilience et continuer leur marche vers le développe-

ment.

Au cours de cette visite à Nyankanda, un match de football a opposé deux équipes formées d'un côté par la population du camp des réfugiés de Bwagiriza et de leurs voisins burundais et d'un autre par les réfugiés du camp Nyankanda et de leurs voisins. Ce match s'est soldé par le score de 2 buts à 1 en faveur de l'équipe de Nyankanda. Au site mwegereza à Nyabitsinda, la délégation de l'Union Européenne a visité les ménages utilisant l'énergie solaire et les habitants ont témoigné de leur avancée dans le développement grâce à ces sources d'énergie. La tournée s'est terminée par un concert gratuit au stade de Ruyigi (l'ancien) avec la présence de l'icône de la musique burundaise, Aboubacar Kurume alias Sat-b. (www.abpinfos.gov.com)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi